



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Charges ouvrant droit a reduction d'impot

Question écrite n° 3408

Texte de la question

Mme Marie-Noelle Lienemann attire l'attention de M le ministre delegue aupres du ministre d'Etat, ministre de l'economie, des finances et du budget, charge du budget, sur les incidences de la suppression des incitations fiscales aux economies d'energie qui affectent l'activite des industries fournissant ce marche. Lesdites incitations avaient permis a ces entreprises d'etre, dans leur secteur, parmi les plus competitives d'Europe en encourageant leurs efforts de penetration commerciale. La suppression de ces mesures cree pour ces entreprises une situation preoccupante (activite en regression). Or il apparait que, s'agissant d'un marche qui deborde largement le cadre de nos positions et dans la perspective communautaire de 1992, cette situation pourrait etre prejudiciable a notre economie dans ce secteur. Elle souhaiterait en consequence connaitre sa position sur ce point.

Texte de la réponse

Reponse. - 1o Les mesures d'incitation fiscale aux economies d'energie dans l'habitat ont pris fin au 31 decembre 1986 et il n'est pas envisage de les retablir. En effet, en raison de la difficulte a definir les equipements pouvant beneficier de la reduction d'impot, ce regime etait couteux pour une efficacite parfois incertaine. De plus, ce dispositif pouvait aboutir a un cumul d'avantages fiscaux pour une meme depense en raison des reductions d'impot existant egalement au titre des interets d'emprunts ou des grosses reparations. Enfin, la generalisation des normes de construction en ce domaine rend inutile la reconduction d'un dispositif d'incitation fiscale qui ferait d'ailleurs double emploi avec les aides directes accordees depuis 1987 par Electricite et Gaz de France pour la realisation de certains travaux visant a economiser l'energie. 2o Plusieurs pays europeens n'ont jamais institue de dispositif d'incitation fiscale en faveur des economies d'energie ou l'ont supprime recemment. Les entreprises francaises concernees ne sont donc pas desavantagees par rapport a leurs concurrents europeens et la reprise de la construction de logements leur assure, en tout etat de cause, un marche interieur important.

Données clés

Auteur : [Mme Lienemann Marie-Noelle](#)

Circonscription : - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 3408

Rubrique : Impot sur le revenu

Ministère interrogé : budget

Ministère attributaire : budget

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 octobre 1988, page 2705